



SUIVI DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, Bulletin Nr. 4

République du Cameroun (Octobre 2020, Données de Février 2020)

PRINCIPAUX RESULTATS

- L'insécurité alimentaire est accentuée au Nord-Ouest (16%), Est (14%), Ouest (9%) et Sud-Ouest (8%).
- Respectivement 29% et 25% de ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est.
- Dans les régions de la façade Ouest, 45% de ménages ont utilisé des stratégies basées sur les moyens d'existence pour répondre à un manque de nourriture, généralement la dépense de l'épargne.
- Dans les régions du Nord-Ouest et de l'Est, près de 15% de ménages sont vulnérables sur le plan économique, au moins 65% de leurs dépenses étant consacrées aux aliments.
- A l'Extrême-Nord et au Nord-Ouest, environ un cinquième des ménages dirigés par une femme sont en insécurité alimentaire, soit respectivement 22% et 20% des ménages, contre 9% et 14% de ceux dirigés par un homme.
- La crise socio-politique qui sévit sur la façade Ouest du pays continue en particulier de fragiliser les moyens d'existence des populations les rendant vulnérables à l'insécurité alimentaire.

CONTEXTE

Dans le cadre du système de surveillance de la sécurité alimentaire (FSMS) au Cameroun, une enquête a été réalisée du 14 et 23 février 2020 par le PNVRSA, en collaboration avec le PAM la FAO, ACF et SI. Cette enquête s'est déroulée dans un contexte post-récolte du second cycle dans la zone soudano-sahélienne et de préparation des sols dans les autres zones couvertes, ainsi que de début de pandémie de COVID-19 au niveau global. Ce bulletin se concentre sur l'évolution des principaux indicateurs de sécurité alimentaire utilisés lors de l'analyse Cadre Harmonisé de Mars 2020.

A la différence des FSMS de 2018 et 2019 qui ne couvraient que quatre régions (Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord), ce FSMS couvre sept régions et exploite aussi les données collectées dans le cadre du Projet de Renforcement du Système National de surveillance d'Alerte Précoce (PRESNAP) mis en place par ACF/SI/FAO dans la région de l'Extrême-Nord. Pour les quatre régions traditionnellement couvertes par le FSMS (façade Nord/Est), les résultats de février 2020 sont comparés avec ceux des années précédentes tandis que pour les trois nouvelles régions (façade Ouest), les résultats se focaliseront sur les données de février 2020. Au total, 6,464 ménages ont été enquêtés en 2020, contre environ 2,300 lors des deux FSMS précédents (Table 1) et des discussions de groupes ont également été conduites avec les populations de différentes communautés et marchés.

	Période de collecte des données		
	02.2018	02.2019	02.2020
Adamaoua	510	507	686
Est	492	448	585
Extrême-Nord	921	924	1,168
Nord	449	420	676
Façade Nord/Est	2,372	2,299	3,115
Nord-Ouest	0	0	1,050
Ouest	0	0	1,251
Sud-Ouest	0	0	1,048
Façade Ouest	0	0	3,349

Table 1 : Nombre de ménages couvert lors des FSMS (Cameroun, 2018-2020)

PROFIL DES MENAGES

Comme lors des deux précédents tours de FSMS, en février 2020, la taille moyenne des ménages reste à 7 personnes dans les régions de la façade Nord/Est, avec un nombre de membres relativement plus élevé dans les régions septentrionales. Sur la façade Ouest, les ménages comptent en moyenne 6 personnes en février 2020. Sur la façade Nord et Est, les chefs de ménage sont âgés d'en moyenne de 47 ans et environ 15% sont des femmes comme en 2018 et 2019. Sur la façade Ouest, ils sont âgés d'en moyenne 48 ans et 31% sont des femmes. Trois quarts des chefs de ménage sont mariés, 19% n'ont aucun niveau d'éducation et 13% des chefs de ménage souffrent d'une maladie chronique ou d'un handicap. Enfin, la proportion de ménages résidant en zone urbaine avoisine 16% entre 2018 et 2020.

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ET SITUATION NUTRITIONNELLE

Comme lors des deux précédents tours de FSMS, en février 2020, près de 80% de ménages ont une consommation alimentaire acceptable dans les régions de la façade Nord/Est. Toutefois, 29% de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite se trouvent dans la région de l'Extrême-Nord, contre respectivement 23% et 21% en 2018 et 2019. La situation est tout aussi précaire dans la région de l'Est, où 25% de ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite en février 2020 contre respectivement 21% et 19% les années précédentes. Par ailleurs, 8% des ménages dans la région de l'Est ont une consommation alimentaire pauvre en 2020, sensiblement au même niveau que lors des deux FSMS précédents.

Dans les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest, environ un quart de ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite en février 2020. Dans les différentes régions, la quasi-totalité des ménages ont consommé des céréales, racines ou tubercules au cours des 7 jours précédant qui ont les interviews. Ces féculs proviennent principalement de leur propre production, surtout dans l'Extrême-Nord (de 60% à 77%), au Nord (68% à 72%) et au Nord-Ouest (74%). Alternativement, les féculs consommés sont achetées en espèce sur le marché par les ménages, notamment dans les régions de l'Adamaoua (40% à 43%), l'Est (40%), l'Ouest (44%) et le Sud-Ouest (54%). L'alimentation des ménages reste dominée par les légumineuses, qui sont consommées par environ 9 ménages sur 10 dans chacune des régions, sauf au Sud-Ouest (84%).

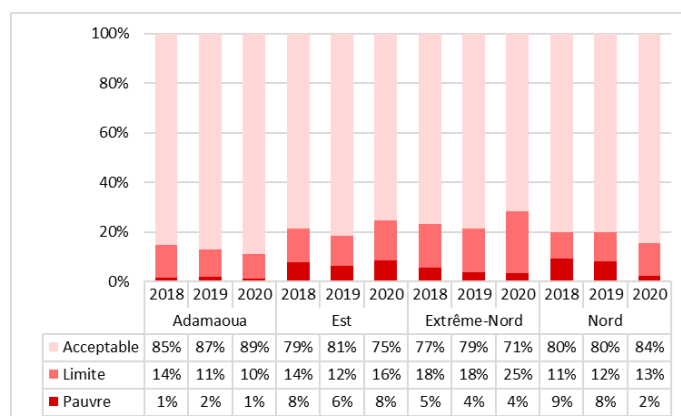
La situation nutritionnelle est relativement acceptable dans les régions du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est, du Centre et du Sud où l'alimentation des ménages est diversifiée. Par ailleurs, elle s'est dégradée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en proie au conflit sociopolitique, ainsi qu'à l'Extrême-Nord qui abrite des personnes déplacées internes et au Littoral, où le pouvoir d'achat d'une frange importante de la population reste comparativement faible.

DEPENSES ET VULNERABILITE ECONOMIQUE

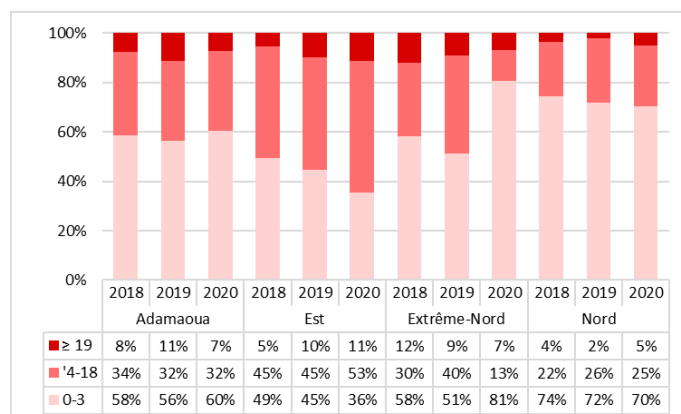
En affectant au moins 65.0% de leurs dépenses à la nourriture, 8.8% des ménages tombent sous le coup de la vulnérabilité économique en février 2020 dans les régions de l'Adamaoua, Nord et Est contre 33.1% en 2018 et 10.0% en 2019 à la même période. Cette situation est particulièrement

accentuée dans les régions du Nord-Ouest (17.1%) et de l'Est (14.7%). Ceci réduit la capacité de ces ménages à satisfaire leurs autres besoins.

Dans les régions affectées par la crise sociopolitique, les revenus de la vente des produits agricoles ont baissé par rapport à la moyenne des années précédentes, du fait de la baisse de la production et des difficultés à accéder aux marchés ruraux. De plus, les produits de rente (café et cacao) s'évacuent difficilement et les producteurs les bradent sur le marché local à des prix très bas. Les ménages les plus pauvres tirent principalement leur revenu de la vente de leurs récoltes (maïs, macabo, pommes de terre, haricots, etc.). Alternativement, ils pratiquent le petit commerce, la vente du bois de chauffe et de charbon, de même que la vente de volaille et le maraîchage pendant la période de moindre disponibilité.



Graphique 1 : Consommation alimentaire les sept jours précédents (FCS)



Graphique 2 : Indice réduit des stratégies de survie (rCSI)

STRATEGIES D'ADAPTATION

Relativement moins qu'en 2018 (56.5%) et 2019 (58.1%), environ 43.6% de ménages ont utilisé des stratégies d'adaptation liées à la consommation alimentaire sur la façade Nord/Est pour faire face à un manque de nourriture ou d'argent au cours de la semaine précédente, surtout dans les régions de l'Est (72.6%) et de l'Adamaoua (57.6%). La situation semble en amélioration en février 2020 (rCSI=4.9) par rapport à février 2018 (rCSI=5.6) et février 2019 (rCSI=6.1). De plus, pour 7.4% d'entre eux, ces stratégies étaient sévères (rCSI supérieur à 19) contre 8.1% en 2018 et 8.5% en 2019. Sur la façade Ouest, 71.4% de ménage ont eu recours à de telles stratégies en février 2020 pour un rCSI moyen égal à 9.6. Dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest en particulier, près du cinquième des ménages ont

fréquemment utilisé des stratégies d'adaptation extrêmes (rCSI supérieur à 19), largement au-dessus du pourcentage général (16.2%). En outre, sur le mois précédant le FSMS de février 2020, 26.4% de ménages ont utilisé des stratégies basées sur l'évolution des moyens d'existence dans les régions de la façade Nord/Est lorsqu'ils manquaient d'aliments ou d'argent contre 28.4% en 2018 et 30.6% en 2019. De plus, l'utilisation des stratégies d'urgence concerne 5.6% de ménages en 2020, contre 6.7% en 2018 et 6.9% en 2019.

Dans les régions de la façade Ouest, 44.6% de ménages ont utilisé de telles stratégies en de pareilles situations dont 25.4% avec des stratégies extrêmement négatives (crise ou urgence). Davantage de ménages en sont concernés dans les régions du Nord-Ouest (32.9%) et Sud-Ouest (29.5%). Avec 15.6% des ménages, la situation est également préoccupante dans la région voisine de l'Ouest, ayant accueilli des milliers de personnes déplacées internes. Dans ce registre, la dépense de l'épargne a été utilisée de manière récurrente par 35.2% de ménages dans la région du Nord-Ouest, 29.2% de ménages dans le Sud-Ouest et 18.1% de ménages dans l'Ouest.

INSECURITE ALIMENTAIRE

En février 2020, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 7.2% dans les régions de la façade Nord et Est, exclue l'Extrême-Nord dont les données sur les dépenses issues du PRESNAP sont manquantes pour calculer l'indicateur CARI. Pour l'ensemble des régions ainsi prises en compte (Nord, Adamaoua et Est), cette prévalence d'insécurité alimentaire était de 13.3% en 2018 et 9.0% en 2019 à la même période, soit une relative amélioration. Toutefois, la situation semble s'être détériorée dans la région de l'Est en février 2020 par rapport à l'année précédente et à la même période, avec une prévalence d'insécurité alimentaire respectivement de 14.5% et 9.4%. L'insécurité alimentaire est moindre dans les régions de l'Adamaoua (4.2%) et du Nord (4%) en février 2020. Sur la façade Ouest, la prévalence d'insécurité alimentaire est de 11.1% en février 2020 dont 0.4% sous sa forme sévère. En particulier, l'insécurité alimentaire est criarde dans les régions du Nord-Ouest (16.1%), de Ouest (8.9%) et du Sud-Ouest (8.4%).

L'insécurité alimentaire résulte d'une consommation alimentaire inappropriée (pauvre ou limite) qui touche 23.0% de ménages sur la façade Ouest et 16.6% sur la façade Nord/Est. Cette situation est entretenue par une vulnérabilité économique dont font preuves respectivement 9.6% et 8.8% des ménages sur ces deux façades. Fort de cette précarité, 25.4% de ménages ont recours à des stratégies d'adaptation extrêmes (crise ou urgence) sur la façade Ouest et 12.1% sur la façade Nord/Est.

L'utilisation de stratégies d'adaptation de plus en plus néfastes est en augmentation, avec 19.0% en 2020 contre respectivement 16.5% en 2019 et 14.6% en 2018.

PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

D'une région à une autre, les ménages en insécurité alimentaire présentent des caractéristiques socio-économiques variables. Dans l'Est, les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'éducation (20.6%) sont davantage en insécurité que ceux dont le chef à un niveau au moins primaire (5.8%). Dans l'Ouest, les ménages dont le chef est célibataire, veuf, séparé ou divorcé sont plus enclins à l'insécurité alimentaire que ceux dont le chef est marié ou à un conjoint. A l'Ouest, les ménages en insécurité alimentaire sont habituellement moins présents chez les résidents permanents (8.0%) que chez les personnes déplacées ou retournées (9.6%).

Toujours dans la région de l'Ouest, l'insécurité alimentaire est plus présente dans les ménages dirigés par une femme (12.5%) que chez ceux dirigés par un homme (7.4%). Cet écart est encore plus marqué à l'Extrême-Nord, où 22.4% de ménages dirigés par une femme sont en insécurité alimentaire contre 9.0% de ceux dirigés par un homme. Il en est de même dans le Nord-Ouest où les ménages dirigés par une femme ont plus tendance à être en insécurité alimentaire que ceux dirigés par un homme, avec respectivement 20.5% et 14.5% de ménages en l'insécurité alimentaire.

CAMPAGNE AGRICOLE

Dans les régions septentrionales, une pluviométrie suffisante a permis le rechargement de la nappe phréatique et a favorisé le bon rendement des cultures vivrières et maraichères. Malgré la destruction des cultures par des inondations dans les départements du Diamaré, Logone et Chari et Mayo Danay, les aliments de base sont disponibles à la suite de la campagne agricole de contre-saison dans cette zone, avec les récoltes du sorgho.

Domaine	Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de consommation alimentaire	Acceptable	Limite	Pauvre
			76.9%	20.2%	2.8%
Capacité de survie	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<5%	5%-65%	65%-75%
			75.7%	14.8%	6.0%
	Epuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens	Pas	Stress	Crise
			55.4%	19.3%	11.1%
Indice de sécurité alimentaire			50.9%	38.0%	10.8%
					0.4%

Table 2 : Console CARI pour les régions de la façade Ouest (Mars 2020)

Régions	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sept	Oct	Nov	Déc
Adamaoua												
Extrême-Nord	Sorgho (saison-seche)											
Nord												
Pluies												
Est		Tabac										
Nord-Ouest		Théier										
Ouest												
Sud-Ouest		Poivrier										
Pluies												

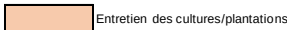
Légende    

Table 3 : Calendrier culturel des régions couvertes par le FSMS

La menace des ennemis des cultures (chenilles légionnaires) et l'envahissement des pâturages par les mauvaises herbes réduisent la production, en particulier dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est. Dans la zone méridionale, malgré des facteurs agro-météorologiques favorables au bon déroulement de la campagne agricole, certains ménages ont dû abandonner leurs productions agro-pastorales des suites de la crise socio-politique au Nord-Ouest et Sud-Ouest, qui impacte aussi les populations à l'Ouest et dans le Littoral.

L'insécurité engendrée à partir de cette crise et les mouvements de population qui en ont suivis perturbent fortement les activités agricoles, notamment la préparation des terres, les semis, l'entretien des champs, l'accès aux intrants et aux services de vulgarisation.

Le désherbage et la fertilisation des exploitations de maïs, de haricots et de pommes de terre, le traitement phytosanitaire des plantations de café et de cacao et les activités d'élevage ont été particulièrement affectées.

Au Nord-Ouest, les surfaces cultivées pour le maïs et le riz seront inférieures à la moyenne quinquennale cette année comme lors des deux années précédentes, avec des baisses, de presque de moitié. Dans ces conditions, les stocks alimentaires de nombreux ménages sont faibles en cette période, d'autant plus que les stocks de la dernière campagne se sont épuisés plus rapidement qu'au cours des années normales précédant le conflit. Le maïs du premier cycle agricole dure habituellement 8 à 9 mois après la récolte de juin, mais ne dure maintenant plus que 5 à 6 mois, tandis que les pommes de terre durent 2 à 3 mois, moins qu'habituellement.

L'épuisement des stocks alimentaires des ménages surviendrait davantage dans les départements de l'Ouest (Bamboutos, Menoua et Noun), du Littoral (Nkam, Moungo et Wouri), du Sud-Ouest (Mémé et Manyu) et du Nord-Ouest (Donga-Mantung, Bui, Ngoketunjia, Mazam et Momo), qui abritent par ailleurs des populations déplacées internes. Avec cette baisse de la production, les agriculteurs gagnent des revenus faibles.

Par ailleurs, la main-d'œuvre agricole se fait rare suite au déplacement d'une partie de la population active, maintenant le salaire journalier à un niveau plus élevé qu'avant la crise. Par ailleurs, la production animale a enregistré une baisse de 10% dans les régions en conflit en 2020, par rapport à la même période en 2019, en raison des multiples déplacements et de la compétition des animaux pour l'accès aux pâturages et à l'eau, source de tensions additionnelles. De ce fait, le lait et la viande se font rares sur les marchés locaux.

SITUATION DES MARCHES

Le prix réel du riz a augmenté de 5% en mars 2020 par rapport à l'année dernière à la même période, et une hausse de 6.3% a été enregistrée en mars 2020 pour le prix riz désaisonnalisé sur un an. Le marché de Bamenda (Nord-Ouest) enregistre le prix du riz (détail) le plus élevé du Cameroun au premier trimestre 2020, soit 36% de plus que le prix le plus bas, observé sur le marché de Douala.

En général, l'offre de produits alimentaire est plus faible sur les marchés urbains dans les régions en crise car les disponibilités sont moindres par rapport à la demande, du fait de la production agricole limitée ces dernières années et de la réduction des ravitaillements en aliments importés, comme le riz provenant des ports de Douala et Limbé. Outre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, le prix du riz est également plus élevé au Nord du pays. De même, le prix de gros des produits alimentaires de base tels que le riz, le manioc, le maïs et le sorgho rouge, a augmenté de 7% à 30% par rapport à l'année dernière à la même période.

La moyenne quinquennale de ces produits de base démontre également une légère augmentation de leur prix nominal au cours du premier trimestre 2020. Le prix des haricots (niébé) était ainsi inférieur de 15% en mars 2020, par rapport aux prix déclarés au cours de l'année précédente à la même période. Le prix des haricots niébé était également 26% inférieur à la moyenne quinquennale.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Comme lors des deux précédents FSMS, l'exercice de février 2020 révèle que l'insécurité alimentaire demeure un problème majeur pour les ménages de plusieurs régions du Cameroun, en particulier au Nord-Ouest (16.1%), à l'Est (14.5%), à l'Ouest (8.9%) et au Sud-Ouest (8.4%). La crise socio-politique qui sévit sur la façade Ouest du pays continue en particulier de peser sur les moyens d'existence des populations les rendant vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Sur cette base, les mesures suivantes sont recommandées :

- Apporter une assistance humanitaire d'urgence aux populations en insécurité alimentaire sévère, en particulier dans les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest et Extrême-Nord.
- Entreprendre des programmes de résilience pour les populations en insécurité alimentaire modérée afin de protéger leurs moyens de subsistance.
- Développer un mécanisme d'alerte précoce intégrant la surveillance des impacts de la crise alimentaire due à la pandémie de COVID-19.

Pour plus d'informations, veuillez contacter : co_cmr_ram@wfp.org

Jeanine ATANGA NKODO
Coordonnatrice du Programme National de Veille et de Renforcement de la Sécurité Alimentaire (PNVRSa)

Wanja KAARIA, Directrice Pays du PAM Cameroun
Athman MRAVILI, Représentant de la FAO Cameroun

Equipe technique :

Anaïs DALBAI, Chargée de VAM/M&E, PAM Cameroun
Francis NJILIE, VAM Officer, PAM Cameroun

Partenaires techniques :

PNVRSa (Bonas TSAFFO, Responsable Veille Alimentaire et Nutritionnelle)
ACF (Junior JOSEPH, Responsable SAME)
FAO (Mohamed SYLLA, chargé de SAN ; Rostand KOUONANG, Statisticien)

